



Lyon le 14/10/15

BOYCOTT DU CHS-CT

Monsieur le président,

Depuis plusieurs mois, nous alertons nos responsables hiérarchiques locaux et nationaux sur la dégradation des conditions de travail à la DGFIP ainsi que sur l'avenir incertain de notre administration.

Nous ne sommes pas entendus à peine écoutés. La machine à broyer nos conditions de travail, nos missions est en marche.

Les annonces de nouvelles suppressions d'emplois dans le PLF 2016, le blocage du point d'indice pour plusieurs années, les suppressions de services, la baisse des moyens budgétaires, le projet de mise en place de la retenue à la source et maintenant le projet de remise en question des règles de gestion autant de mesures prises sans véritables « négociations » et quand bien même se tiennent des instances paritaires les mesures sont appliquées malgré l'opposition des agents et de leurs représentants.

Au niveau de la fonction publique, la situation est la même après plusieurs mois de négociations sur le protocole PPCR et après le vote majoritaire de rejet des organisations syndicales, le premier ministre a annoncé qu'il appliquerait ce protocole.

Le dialogue social est bien mal en point dans notre pays. Malgré le désaccord des salariés, le pouvoir politique utilise le « 49-3 » et nos directeurs mettent en œuvre les réformes dans l'administration.

Nous voulons avec les agents être entendus et que nos revendications soient prises en compte pour que les agents puissent travailler dans des conditions sereines et avec des moyens suffisants.

Au niveau local, la même méthode est utilisée. Malgré le refus des représentants du personnel, tant en CHS-CT qu'en CTL, vous avez mis en place le « mono poste » sur les chaînes de mise sous pli à Meyzieu, le groupe de travail ne devient qu'un alibi pour faire passer la pilule. Quant au budget du CHS-CT, lors du dernier groupe de travail il nous a été dit que de toute façon c'est le président qui décidait finalement de son usage. Alors à quoi bon tenir des réunions si leur seule finalité est de faire grossir l'indicateur du dialogue social.

L'heure est grave et nous ne pouvons continuer comme cela sans mettre en danger l'existence même de notre administration.

Pour toutes ces raisons, les représentants du personnel au CHS-CT ont décidé de ne pas participer à la réunion prévue le 14 octobre et de suspendre notre participation au dialogue social.